



27. Dez. 1990

8 30



washington, 24.12.90

12:00h

682 hhhhh

dfae:

- chef du departement
- secretaire d'etat jacobi
- division politique ii
- cellule de crise
- secretariat du chef du departement

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
No.	USA 810
EE	CWA 810
<b>R</b>	27. DEZ. 1990
Kopie an <i>Hele</i>	

dff:

- chef du departement des finances

dfep:

- secretaire d'etat au bawi

rencontre avec le president bush (crise du golfe)

---

le vendredi 21 decembre, a 13h15, le president bush a convoque a la maison-blanche les ambassadeurs des pays qui apportent une aide financiere aux pays affectes par la crise du golfe. reunis par ordre d'importance de leur contribution, j'ai eu droit a un siege entre le representant de la communaute et l'ambassadeur de france.

le president etait entoure du secretaire au tresor brady, du general scowcroft, de monsieur sununu et du sous-secretaire d'etat eagleburger.

le message presidentiel s'est concentre sur les points suivants:

1. le gouvernement des etats-unis apprecie hautement la contribution financiere qu'apportent les pays reunis ici pour attenuer les sequelles de la crise du golfe. au-dela des engagements financiers pris a rome il s'agit maintenant de passer au stade de la contribution effective.

(1 kopie an hr. jacobi am 24.12.1990 uebergeben)

kopien gingen an: - efv hr. bundesrat stich  
- bawi  
- emd stab nd iwz (mit fax)

24.12.1990

1835h.

-t- sy



2. saddam hussein n'a pas l'air d'avoir encore compris le message tres clair que le conseil de securite et les etats-unis lui ont envoye, en effet

a) il ne croit pas que les etats-unis vont l'attaquer

b) il interprete mal le debat politique aux etats-unis et croit que les quelques intellectuels qui temoignent devant les commission du congres representent le pays.

le president compte sur les representants de nos pays pour faire savoir de la facon la plus adequate aux autorites irakiennes que les e.u. ne bluffent pas.

3. s'il devait y avoir une guerre, elle ne sera pas du type vietnamien, les e.u. emploieront des le debut des forces et des moyens suffisants pour oblitterer les forces armees et le complexe industriel irakien.

4. les sanctions malheureusement n'ont pas l'effet desire, c'est pourquoi la resolution 678 a du etre adoptee et c'est sur cette base que les e.u. interviendront sur le plan militaire.

5. si avant le 15 janvier l'irak ne se retire pas du koweit le champ sera libre pour la mise en oeuvre de la resolution 678. sur ce point le president rend hommage aux recents propos du president mitterrand qui s'est montre tres ferme sur ce point. le moment venu toutes les resolutions du conseil de securite devant etre prises en compte par l'irak, y compris celle qui prevoit des reparations pour le koweit. a ce propos, le president nous recommande la lecture du rapport d'amnesty

international du 19 decembre sur les exactions commises par l'irak au koweit.

6. le president enfin nous demande de transmettre a nos gouvernements non seulement son appreciation personnelle pour la solidarite demontree a l'occasion de cette crise, mais aussi le desir d'entendre des avis de nos gouvernements. en effet pour les semaines a venir ou des decisions importantes et difficiles devront etre prises par lui, le president tient a cette consultation. le president indique que si nos gouvernements ont des idees, des initiatives ou des avis a donner nous serions immediatement recus par le secretaire d'etat eagleburger qui en prendra note pour les lui transmettre.

e. brunner

p.s.: dans l'etat actuel des choses, les rencontres americano-irakiennes prevues pour decembre et janvier ont ete annulees. je me demande en pensant a haute voix si une offre de notre part de prevoir un endroit en suisse pour une rencontre a un niveau eleve qui resterait a determiner entre irakiens et americains ne pourrait pas sortir cette question de son impasse actuelle. il faudrait naturellement consulter discrettement les americains pour savoir, s'ils sont encore interesses a une telle rencontre, et ensuite les irakiens d'une facon toute aussi discrete. j'ai l'impression que sur le plan de l'opinion publique, l'administration tient a prouver qu'elle veut epuiser tous les moyens qu'offre un dialogue avant de passer aux actes. cela est important pour la credibilite du president sur le front interieur et pour le maintien de la coalition internationale. le temps presse toutefois.

e. brunner

ambasuisse